



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Patrimoine
culturel
immatériel

Assistance internationale

ICH-04-Rapport – Formulaire

ASSISTANCE INTERNATIONALE DU FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

RAPPORT NARRATIF D'ÉTAPE

État(s) partie(s) bénéficiaire(s) :

Titre du projet :	Identification, définition et inventaire du patrimoine culturel immatériel dans la province cubaine de Guantánamo
Période couverte par le rapport :	Début : 16/03/2019 fin : 10/07/2020
Budget :	Total : 53 875,08 dollars des États-Unis <i>dont :</i> Fonds du patrimoine culturel immatériel : 32 870 dollars des États-Unis Contributions de l'État partie : 21 005,08 dollars des États-Unis Autres contributions : dollars des États-Unis
Agence de mise en œuvre (partenaire contractuel ou bureau hors-siège de l'UNESCO) :	Conseil National de Patrimoine Culturel
Personne contact :	Titre (Mme/M., etc.) : M. Nom de famille : Pérez Mojena Prénom : Sonia Virgen Institution/position : Présidente du Conseil National de Patrimoine Culturel Adresse : Calle 4 esq. a 13 No.810, Plaza de la Revolución, La Habana, CP 10400 Numéro de téléphone: (+53 7) 838 1981; (+53 7) 833 4193 Adresse électronique : sonia@cnpc.cult.cu; presidencia@cnpc.cult.cu
Agence partenaire (dans le cas d'un projet de	



service de l'UNESCO) :	
Partenaires de mise en œuvre :	The National Council of Culture Houses

Handwritten signature



Contexte

Donnez une brève description de la situation au moment de la demande et du besoin auquel l'assistance devait répondre. En cas de sauvegarde d'un élément particulier, veuillez fournir une description de l'élément et de sa viabilité, et expliquer pourquoi les mesures de sauvegarde étaient nécessaires. Pour la préparation d'inventaires, le renforcement des capacités, la sensibilisation, la visibilité ou d'autres mesures de sauvegarde ne visant pas un élément particulier, veuillez identifier les lacunes qui étaient à combler. En cas de demande d'assistance d'urgence, veuillez décrire la nature et la gravité de la situation d'urgence au moment de la demande.

entre 865 et 1150 mots

Dans la décennie de 1980, des recherches ont été réalisées à Cuba afin d'enregistrer certaines expressions culturelles et traditionnelles présentes au territoire. Cependant, l'approche aux communautés et le traitement de l'information obtenue, ont eu un point de vue académique. L'information regroupée est organisée à partir des communautés géographiques et des catégories préétablies qui ne couvraient pas tous les domaines de ce que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de PCI ou toutes les zones géographiques du pays.

Ces expériences ont été publiées comme un Atlas de la Culture populaire traditionnelle, et ils sont devenus des documents de consultation pour des académiciens et des chercheurs, sans que les communautés bénéficient de plus grands avantages ou aient l'accès à cette information.

Le Conseil National du Patrimoine Culturel, à partir de la nécessité de mettre à jour l'information existante, a dressé son propre inventaire de caractère national, nommé Système d'Inventaire Automatisé du Patrimoine Culturel de Cuba et qui reste jusqu'à ce jour. Cet inventaire a été conçu et mis en oeuvre sans tenir compte, dans la plupart des cas, du caractère essentiellement participatif correspondant aux communautés de porteurs.

La méthodologie suivie pour le design et la mise en oeuvre de cet inventaire est basée sur celle utilisée pour l'enregistrement et l'inventaire de biens meubles, de biens meubles. Par conséquent, de nombreux aspects de cet inventaire ne sont pas conformes à ce que devrait être un inventaire communautaire, par exemple:

- les domaines y compris sont limités à: des traditions orales, des fêtes populaires, de l'artisanat et des nourritures et des boissons traditionnelles.
- il n'y a pas de participation adéquate de la communauté dans le processus d'identification, définition et inventaire de leur PCI
- le rôle qui joue l'élément pour les communautés aujourd'hui, n'est pas enregistré
- les risques et les menaces qui touchent les expressions du PCI, ne sont pas compris.
- l'information regroupée est essentiellement historique et d'une approche académique.
- elle n'est pas mise à jour régulièrement.

En conséquence, nous avons besoin d'une actualisation de l'information sur le PCI présent au territoire et des méthodologies communautaires pour l'établissement d'inventaires. Cela permettra de prendre des mesures pour la sauvegarde des éléments identifiés.

En outre, des fonds financiers sont nécessaires qui permettent la réalisation d'activités pour la réussite et la formation des ressources humaines existants, ainsi que la sensibilisation sur le besoin d'affecter un budget pour l'établissement d'inventaires.

Le projet lancera ce processus, et la province de Guantánamo a été choisie pour sa mise en oeuvre. La diversité géographique et la pluralité d'origines culturels de sa population, ciblent la possibilité de l'existence d'une grande variété d'expressions du PCI dans le territoire.

Des activités et des rencontres liées au PCI sont constamment promues là-bas, comme la mise en place et la célébration annuelle du Jour du Patrimoine Culturel Immatériel, en octobre; la Fête à la Guantanamera et son Symposium sur le Patrimoine des Peuples de la Caraïbe ; des rencontres avec la société du Tumba Francesa Pompadour Santa Catalina de Ricci; des projets des enfants pour favoriser

la transmission de traditions, parmi d'autres actions.

En dépit de ces efforts, l'information sur le PCI du territoire de Guantánamo compilée par l' Inventaire du Conseil National du Patrimoine Culturel est pratiquement inexistante. Les mêmes caractéristiques géographiques de la zone, éloignée des centres urbains importants du pays, rendent difficile les communications et l'accès à de nombreuses communautés, c'est pourquoi il s'avère possible que l'on ne connaît même pas des éléments du PCI en péril et qui nécessitent des mesures urgentes de sauvegarde.

Le manque d'équipement informatique et des ressources financiers qui assurent la publication de matériaux de formation et le travail de terrain dans les communautés entravent la réalisation d'inventaires effectifs.

Actuellement, c'est sur les spécialistes du réseau de musées qu'on compte, concernant les ressources humains existants à la province, qui n'ont pas de mandat spécifique pour travailler la Convention de 2003 et en plus qu'ils doivent établir les inventaires de biens meubles de leurs musées. Ils ne connaissent pas la Convention de 2003 et ses réglementations. C'est la même situation avec les représentants du réseau des Maisons de la Culture.

Bien que certains spécialistes qui travaillent au réseau du Conseil National du Patrimoine Culturel aient reçu des formations sur la Convention de 2003 grâce aux ateliers organisés par le Bureau Régional de l'UNESCO, il n'y a pas eu de multiplication systématique de ces connaissances.

Il faut, donc, prendre des mesures qui permettent la sauvegarde du PCI présent à la province, commençant par la création de l'infrastructure technologique et de ressources humains formés, qui permette de lancer le processus d'identification et d'établissement d'inventaires avec les communautés.

D'autre part, le pays est en train d'actualiser son modèle économique, visant à la décentralisation de fonctions, la promotion du développement local, l'ouverture vers des formes de gestion non étatiques, parmi d'autres aspects, ayant des implications sociales également. Les processus migratoires, les changements dans les structures sociales et les nouvelles formes de production touchent la vie quotidienne de nombreuses communautés. La sensibilisation sur l'importance du PCI en tant que point de départ pour le développement humain et économique de la région constitue un élément essentiel que le projet veut mettre en évidence, en s'intégrant à ce processus.

Les inventaires seront mis en oeuvre avec le consentement libre, préalable et éclairé des communautés, des groupes et des individus intéressés; et avec la participation active de ceux-ci et de la société civile, et le respect vers leur critères d'inclusion de leur PCI aux inventaires.

Les communautés et la société civile seront les principaux acteurs du projet, soutenus par les personnes de la province, formées dans les ateliers du Bureau Régional de l'UNESCO, les spécialistes du Conseil National de Patrimoine Culturel, du Centre Provincial de Patrimoine de Guantánamo, du réseau de musées et de Maisons de la Culture de la province.

Objectifs réalisés et résultats obtenus

Indiquez globalement jusqu'à quel point les objectifs du projet ont été atteints. Décrivez les principaux résultats obtenus, notamment du point de vue des bénéficiaires directs et des communautés. Expliquez pour chaque résultat escompté indiqué dans la demande s'il a été pleinement ou partiellement réalisé. Décrivez également tout résultat imprévu, direct ou indirect, positif ou négatif.

entre 115 et 575 mots

Avec la mise en oeuvre du projet, les objectifs à atteindre sont les suivants:

- Contribuer à la sauvegarde du PCI présent à Cuba.
- Sensibiliser les communautés sur l'importance du PCI pour leur propre développement économique et social.
- Dérouler des processus communautaires d'identification et de définition du PCI à Guantánamo.
- Faire des inventaires communautaires du PCI à la province de Guantánamo.

- Identifier des possibles mesures pour la sauvegarde d'éléments concrets identifiés qui en ont besoin.

De ces objectifs, seulement le plus général-contribuer à la sauvegarde du PCI à Cuba- est applicable à l'étape en question.

Des résultats atteints, une prise de conscience a été faite sur la nécessité de sauvegarder le PCI des communautés pour le développement humain et économique du territoire. Ce résultat est atteint de manière partielle, étant donné que les activités pour y parvenir continuent dans les étapes suivantes.

Description de la mise en œuvre du projet

Veillez fournir une description des activités réalisées et des produits qu'elles ont générés (par exemple formations, consultations, assistance technique, programme de sensibilisation, publications, boîtes à outils, etc.). Décrivez également tout problème rencontré au cours de la mise en œuvre du projet et les mesures correctives prises. Décrivez le rôle de l'agence de mise en œuvre et de l'agence partenaire (dans le cas d'un projet de service de l'UNESCO) et le rôle d'autres partenaires de mise en œuvre dans l'exécution des activités et l'obtention des résultats.

entre 1150 et 1725 mots

La période couverte par ce rapport s'étend de mars 2018 à juillet 2020

- ACTIVITÉ 1: Acquisition d'équipements

Afin de mettre en œuvre les autres actions prévues dans le projet, il faut acquérir l'équipement nécessaire : du matériel de bureau pour la mise en place des ateliers, le travail de terrain et le traitement de l'information, et en plus des appareils photo numériques, des enregistreurs, des ordinateurs portables, des imprimantes, des cahiers et des stylos.

Cette activité a été retardée en ce qui concerne son calendrier, notamment, en raison du manque de l'équipement sur le marché, ce qui a obligé de l'acheter sur le marché international, et pour ce faire, des consultations nécessaires ont été réalisées. Un contrat a été signé avec l'importateur et trois offres d'achat ont été faites. Vous trouverez, ci-joint, les trois offres reçues.

Après avoir renégocié l'offre la plus appropriée avec le fournisseur Kapán, l'achat de l'équipement a été achevé en janvier 2019. Aujourd'hui les équipements et les fournitures sont stockés au Conseil national du Patrimoine, en attendant d'être transportés et livrés aux spécialistes des établissements provinciaux de Maison de la Culture et du Patrimoine culturel de Guantánamo.

Vous trouverez, ci-joint, les offres de trois (3) fournisseurs correspondant à l'appel d'offres effectué et en plus l'offre finale avec l'entreprise Kapan. Par ailleurs, vous trouverez les factures de l'achat de l'équipement.

Il existe des différences entre la proposition d'acquisition de l'équipement et des fournitures concernant le projet et l'achat réel. Ces différences concernent les quantités et les caractéristiques de plusieurs articles de l'équipement, bien que le montant destiné à cette activité ne soit pas modifié. Les variations sont principalement à cause de:

1- augmentation du coût de l'équipement due à l'importation.

2- augmentation des prix des produits, par rapport aux prix prévus quand ce projet a été présenté (2015).

3- l'obsolescence de certains produits.

Vous trouverez ci-joint le tableau avec l'équipement prévu, l'équipement actuel.

ACTIVITÉ 2. Atelier de sensibilisation sur la Convention 2003 et les objectifs du projet.

En ce qui concerne les voyages intérieurs, le budget a été dépassé, en raison de l'impossibilité de voyager par avion Habana-Guantánamo-Habana. Deux taxis ont été loués pour effectuer le transport et les avoir disponibles tout le temps. Cependant, cet excédent de budget a été couvert par le surplus de voyages internes dans la province de Guantánamo pour le transport de spécialistes des maisons de la culture et des musées minicipaux, qui, au contraire, avaient un budget prévu plus important que



nécessaire.

L'Atelier de sensibilisation sur la Convention 2003 et les objectifs du projet Identification, définition et inventaire du PCI s'est tenu à la ville de Guantánamo du 27 au 30 mai. Des porteurs des traditions ont participé à l'atelier (3), les spécialistes de Maisons de la Culture et de musées des communes appartenant à la province (20), le groupe de travail des établissements provinciaux de Patrimoine et de Maison de la Culture (4), ainsi que le fonctionnaire chargé des sujets de culture au Conseil d'administration provincial (1), un fonctionnaire de la Direction provinciale de la culture (1), les directeurs des établissements provinciaux de Maisons de la Culture et de Patrimoine (2) et l'équipe de coordination du projet du Conseil National du Patrimoine et du Conseil National des Maisons de la Culture (5), pour un total de 36 personnes participantes.

Veillez trouver ci-joint: le programme de l'atelier, des feuilles de signatures des personnes participantes et des photos ainsi que des factures de transport et d'hébergement.

La mise en œuvre de l'ACTIVITÉ 3 (atelier de renforcement des capacités sur les inventaires du PCI) n'a pas été réalisée conformément au calendrier prévu, cependant nous avons travaillé sur la coordination de l'expert qui devra suivre l'activité. Il est prévu de compter sur la participation de Dr. Joaquín Moscoso, Directeur Exécutif de l'Institut National de Patrimoine culturel et immatériel de l'Équateur, membre du CRESPIAL.

À cet égard, il faut préciser que le projet avait conçu le paiement des honoraires (1500 dollars), mais les réglementations nationales en matière de coopération internationale ne permettent pas ce paiement. En plus, le montant de 600 dollars a été prévu dans le budget pour les billets d'avion, ce qui n'est pas suffisant actuellement. On réalise des consultations sur la possibilité d'utiliser du budget conçu pour les honoraires afin de compléter les frais de billet d'avion et des frais pour s'occuper de l'expert.

En outre, nous avons travaillé sur la mise au point du programme provisoire de l'atelier et sur les coordinations logistiques.

Vous trouverez, ci-joint, un relevé de compte bancaire.

Participation des communautés

Veillez fournir une description des mécanismes utilisés pour assurer la pleine participation de la(des) communauté(s) concernée(s). Décrivez non seulement la participation des communautés en tant que bénéficiaires du projet, mais également leur participation active à la conception et la mise en œuvre de toutes les activités.

entre 345 et 575 mots

Ce concept ne s'applique pas à cette étape. C'est à partir de l'activité 4 (les missions préliminaires) que la participation des communautés de porteurs sera accentuée; bien que la même approche de ce projet se produit, parmi d'autres raisons, à la demande des communautés. C'est dans les missions préliminaires que les actes de consentement des porteurs seront enregistrés.

Viabilité et stratégie de sortie/transition

Expliquez comment les bénéfices du projet pourront être maintenus au-delà de la fin du projet. Le cas échéant, décrivez les mesures prises pour assurer :

- la viabilité des activités, des produits et des résultats, en précisant comment les capacités ont été renforcées dans le cadre de ce projet. Décrivez également toute mesure de suivi planifiée pour assurer la viabilité.*
- l'obtention de ressources additionnelles comme résultat de ce projet. Le cas échéant, indiquez par qui, combien et à quelle fin les contributions ont été octroyées.*

Expliquez comment l'appropriation des activités, produits et résultats du projet par les parties prenantes et la(des) communauté(s) en particulier a été favorisée.

Décrivez, le cas échéant, comment les outils, les processus, les produits, etc. ont été adoptés, adaptés, produits et/ou étendus pour une utilisation future (par exemple dans d'autres régions et communautés, pour d'autres éléments ou dans d'autres domaines du patrimoine culturel immatériel).

entre 115 et 575 mots

Les communautés continueront à dresser leurs propres inventaires du PCI avec le soutien des

institutions. La province disposera d'un réseau composé des spécialistes qualifiés et de l'équipement de base nécessaire pour soutenir la mise à jour systématique des inventaires par les communautés.

Lorsque le projet soit fini, le Centre provincial du Patrimoine à Guantanamo sera l'entité responsable du suivi de ses résultats. L'équipe de l'institution qui a travaillé dans le projet doit se consacrer exclusivement à la question de la sauvegarde du PCI. De même, le Conseil national du patrimoine culturel doit mettre à jour sa base de données et il apportera son soutien au travail du PCI dans la province de Guantánamo.

Enseignements retenus

Veuillez décrire les principaux enseignements retenus en ce qui concerne :

- *la réalisation des résultats escomptés*
- *la manière dont les principales parties prenantes se sont approprié le projet et la participation des communautés*
- *la réalisation des produits du projet*
- *la gestion et la mise en œuvre du projet*
- *la viabilité du projet au-delà de l'assistance*

entre 345 et 865 mots

La mise en œuvre du projet a été retardée, notamment en raison de l'impossibilité d'acquérir l'équipement prévu sur place. En outre, le processus de consultation et de conciliation visant à adapter la mise en œuvre du projet conformément à la réglementation cubaine en matière de coopération internationale a été retardé. Le document de projet pour le côté cubain a été officialisé en février 2019. Les réglementations cubaines stipulent également, que les projets de coopération internationale doivent avoir un compte de projet particulier et spécifique. De cette manière, le projet a obtenu son compte au deuxième trimestre de 2019, et le transfert d'argent a été effectué depuis le compte du Conseil National du Patrimoine.

Par conséquent, dans le but de mener à bien ce projet et d'atteindre les résultats escomptés, la modification du contrat initial a été proposée où les données du compte actuel du projet figurent, ainsi qu'un nouveau calendrier ayant la date d'achèvement en février 2021, qui sera signé par Sonia Virgen Pérez Mojena, présidente actuelle du Conseil national du Patrimoine.

L'avenant du contrat a été signé en mars 2020.

En mars 2020, Cuba a adopté un état d'urgence sanitaire pour lutter contre la pandémie de COVID-19, dans le strict respect des mesures émises par les autorités de protection civile, qui impliquaient l'interruption des activités du projet.

Compte tenu la situation pandémique actuelle et de toutes les restrictions sanitaires, une autorisation est demandée pour changer le mode de participation de l'expert international a troisième activité, de face à face à ligne si les frontières continuent d'être fermées.

Notez que la contribution de l'État cubain est plus élevée que prévu, en raison de l'augmentation de salaire qui a eu lieu à partir d'août 2019 et en raison d'autres paiements effectués qui n'étaient pas inclus dans le projet initial. Cette contribution s'élève à 21005. 08



Annexes

Liste des annexes et des documents joints à ce rapport :

- publications, rapports d'évaluation et autres, le cas échéant
- rapports d'étapes préparés pendant la durée du contrat
- liste du matériel principal fourni dans le cadre du projet et état des lieux au terme du contrat
- autres (veuillez préciser)

En ce qui concerne l'ACTIVITÉ 1, vous trouverez, ci-joint, les offres de trois (3) fournisseurs d'équipements et des fournitures correspondant à l'appel d'offres effectué et en plus l'offre finale avec l'entreprise Kapan. Par ailleurs, ci-joint, vous trouverez les factures de l'achat de l'équipement et en outre, le tableau indiquant l'équipement prévu, l'équipement actuel.

ACTIVITÉ 2: Vous trouverez, ci-joint, les factures des services de transport et d'hébergement, ainsi que le programme de l'atelier, des feuilles de signatures correspondant aux personnes participantes à l'atelier et des photos du déroulement de celui-ci.

Vous trouverez, ci-joint, le relevé du compte bancaire jusqu'à ce jour.

Vous trouverez, ci-joint la proposition d'un nouveau calendrier et plan de travail concernant le projet.

Ci-joint, Annex REQUEST FOR VENDOR CREATION FORM ayant les données du nouveau compte.

Nom et signature de la personne ayant rédigé le rapport

Nom: Sonia Virgen Pérez Mojena

Titre: Présidente du Conseil National de Patrimoine Culturel

Date: le 10 septembre, 2020

Signature:

